

COMMUNISTE5



Les communistes ont validé, par leur vote à 95 %, la liste conduite par Ian Brossat aux élections européennes.

(p. 6)

Vidéo du meeting de Marseille sur www.pcf.fr

PCF : Être de toutes les luttes (p. 3)



La liste menée par le communiste Olivier Corzani élue au premier tour à Fleury-Mérogis (91)

L'AIR DU TEMPS

Roch-O et ses pairs

Macron vient de nommer le nouveau patron du CSA, un certain Roch-Olivier Maistre. Voici ce dernier, par le seul fait du prince, et sans la moindre consultation des élus, superviseur de l'audiovisuel jusqu'en 2025. C'est qui ce monsieur ? Un ancien collaborateur de François Léotard rue de Valois, longtemps conseiller de Jacques Chirac à l'Élysée, puis haut gradé de la Cour des comptes. Récemment on le retrouve dans le staff d'Alain Juppé « pour élaborer son programme présidentiel ». Las, Juppé sombre. Mais notre homme persévère si on en croit cette indiscretion du *Figaro* : « *Il n'était pas officiellement dans l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron mais il s'est tout de même rendu disponible après le retrait du maire de Bordeaux.* » Il s'est rendu disponible... Qu'en termes quasi galants ces choses-là sont dites. Bref, un petit marquis bien installé dans le sérail, assez déterminé côté carrière mais assez souple côté convictions comme on en trouve en pagaille dans l'entourage macronien. Il paraît que ses intimes l'appellent « Roch-O ». Après « Rocco et ses frères » [Visconti, 1961], voici Roch-O et ses pairs [Macron, 2019]. Le niveau baisse. Roch-O ouvrira-t-il une nouvelle page de l'histoire de l'audiovisuel public, enfin pluraliste, démocratique, citoyen ? Allez savoir pourquoi, mais on a là-dessus comme un petit doute.

Gérard Streiff

Vendredi 8 février Charonne



Hommage aux neuf victimes du “crime d’État” du 8 février 1962
vendredi 8 à 11 h 30, métro Charonne, avec Bertrand Hammache,
secrétaire général de la CGT Ratp, Patrick Le Hyaric, membre de la
direction du PCF, député européen et directeur de *l’Humanité*,
Jean-Luc Hacquart, secrétaire de l’Union régionale CGT Île-de-
France. Sous le patronage du Comité Charonne.
13 h : dépôt de gerbes au cimetière du Père-Lachaise.

AGENDA MILITANT

- 7 février 17 h 30 :** Collectif pour la réa (hôpital public) à Manosque (04) site de l’école des métiers EDF de Sainte-Tulle
- 7 février 18 h 30 :** Meeting de Fabien Roussel, 46/48 avenue des Canadiens, Grand-Quevilly (76)
- 7 février 19 h :** Soirée de solidarité pour *l’Humanité*. Lancement du livre *Libérons l’euro...* 57 rue des Vinaigriers, Paris 10^e
- 7 février :** Rencontre avec Ian Brossat, salle des Éduens, allée des Droits de l’Homme, Nevers (58)
- 8 février 18 h :** Réunion publique en présence de Fabien Roussel, Mairie de Cherbourg, 2 place de la République, Cherbourg-Octeville (50)
- 9 février :** Acte 13 des Gilets jaunes
- 9 février :** Collecte pour *l’Humanité* par le MJCF, au 56-58 rue Sadi-Carnot, Nanterre (92) et au 3 avenue Carnot, Trappes (78)
- #WelcomeBienvenuePlanvengut. 16-17 février** à Tarbes (65) avec Marie-Pierre Vieu, députée européenne
- 22 février :** Journée pour *l’Humanité* à la Bellevilloise, Paris 20^e

Repères

- Le 15 février :** Déposer, partout en France, les pétitions dans les préfectures, manifester devant les locaux du Medef et/ou Chambres du commerce et de l’industrie.
- Le 7 mars :** Donner de l’écho dans tout le pays aux projets de loi présentés dans les espaces réservés à nos groupes parlementaires, à l’Assemblée, sur la hausse des salaires et du Smic, sur l’ISF et le CICE, sur l’allocation adulte handicapé-e, sur la gratuité des transports, et au Sénat sur la nationalisation des autoroutes et l’interdiction des lanceurs de balles de défense.
- Le 8 mars :** Donner de l’ampleur à la journée internationale pour les droits des femmes, en portant des revendications concrètes vers l’égalité entre les femmes et les hommes en tous domaines.
- Le 16 mars :** Rassembler les comptes rendus de tous ces débats et initiatives dans un grand rendez-vous public et remettre au gouvernement ces doléances et les projets de loi qui les accompagneront.

Être de toutes les luttes

Gilets jaunes et mobilisations sociales et démocratiques



Depuis des mois, les colères sociales montent dans tout le pays et, avec elles, une forte exigence de changements démocratiques. La question de l'argent et de son utilisation est au cœur des enjeux. Un point de rupture est atteint face à la politique d'Emmanuel Macron, faite de mépris, de soumission aux plus riches et au grand capital. Nous soutenons les revendications majoritaires qui émergent et rejoignent nos combats pour la hausse des salaires, du Smic et des pensions, pour la justice fiscale et le rétablissement de l'ISF, pour les services publics, pour la démocratie.

Depuis maintenant un an, de nombreuses mobilisations se succèdent. Retraité·e·s, agriculteurs·trices, cheminot·e·s, blouses blanches des hôpitaux, des maternités et des Ehpad, étudiant·e·s, lycéen·ne·s, ensei-

gnant·e·s et stylos rouges, robes noires, psychiatrie, maires ruraux, maires de banlieue et élu·e·s locaux, sinistré·e·s de Marseille, salarié·e·s d'Alstom, de Renault, d'EDF, usagers et salarié·e·s des services publics, chômeurs·euses et précaires, militant·e·s pour l'environnement et la justice climatique, etc., exprimant la colère, l'action et la volonté de se faire entendre, l'exigence d'une nouvelle société et de moyens pour y parvenir. Le mouvement des gilets jaunes, qui a éclaté comme une révolte populaire, s'enracine et se structure dans le pays. Ce mouvement mêle des exigences de justice sociale et fiscale, la colère des territoires oubliés de la République, un rejet de la confiscation démocratique du pouvoir et, non sans confusion, du « système politique ». Nous soutenons ce qu'il porte en lui de mise en accusation des logiques inégali-

taires actuelles. Le mouvement a déjà contraint le pouvoir à de premiers reculs. La crise politique est inédite. (Le CN) appelle les communistes à amplifier leur engagement dans ces mobilisations, à être à l'écoute, à favoriser l'expression populaire et l'engagement citoyen, à pointer les responsabilités politiques, celles des entreprises du Medef, à porter nos propositions pour faire grandir des solutions. Il s'agit de travailler à une union populaire victorieuse, en renouvelant la gauche et ses idées. Samedis des gilets jaunes, manifestations pour le climat, mobilisations syndicales, luttes de tous ordres pour le pouvoir d'achat et l'emploi, l'accès à la santé, la justice sociale et fiscale, les services publics, nous en serons à chaque fois.

(Extrait de la résolution du CN du 26 janvier)

Seine-Maritime

Quel débouché politique à la colère populaire ?

Les gilets jaunes ont mis en lumière la France des oubliés, qui subissent en silence depuis tant d'années les humiliations de classes et le recul de la République dans les territoires : désindustrialisation, chômage de masse, suppression de services publics... Parce que le PCF est le parti du monde du travail, ses élus et ses militants sont allés très tôt à la rencontre de cette France en colère, cette France méprisée « qui fume des clopes et roule au diesel », cette France des classes populaires et des classes moyennes. Acculé, le président Macron a, chose impensable il y a quelques mois, opéré de premiers reculs : il a été contraint de reconnaître que le SMIC est trop bas (même si au final la prime d'activité n'est pas une augmentation de salaire et que les grandes entreprises ne passent pas à la caisse), il a relevé les plafonds pour la surtaxe de CSG pour les retraités, il a renoncé aux hausses de carburant pour 2019 et a reculé la hausse des prix de l'énergie. Ce sont de premiers points marqués. Le « grand débat national », sorte de meetings permanents du Président, ne répond pas aux attentes populaires. En voulant faire les questions et surtout les réponses, le Président porte la responsabilité de la colère sociale qui s'aggrave. En favorisant les répressions policières et en bâillonnant son peuple, il cadenasse sa logique libérale. Aujourd'hui, des convergences émergent. Les colères se parlent et se renforcent entre elles : gilets jaunes, chasubles rouges, bleus de travail, blouses blanches ou robes noires. Chacun avec leur mode d'action propre et leurs revendications. Hier ont défilé dans l'unité et le respect des revendications de chacun de nombreux

cortèges bariolés dans toute la France. Avec comme trait d'union l'exigence d'un meilleur partage des richesses, la justice fiscale, le pouvoir d'achat et l'exigence d'une vie digne pour chacun. Ce mouvement de fond doit trouver un nouvel élan pour que Macron mette le deuxième genou à terre. La réponse à la colère trouvera un débouché politique, notamment à l'occasion des élections européennes. La question est de savoir de quel côté ? Il serait quand même ahurissant que Macron et sa politique en sortent renforcés ! C'est pourtant ce qu'il ambitionne. Et l'éclatement et l'affaiblissement de la gauche peuvent malheureusement lui en donner l'occasion. Il est donc nécessaire de prendre, avec Ian Brossat, toutes les initiatives pour conjurer le scénario à l'italienne de l'effacement. Avec nos candidats, menons campagne activement pour faire bouger les lignes, hisser haut le drapeau communiste en même temps que celui du rassemblement jusqu'au dépôt officiel des listes, début mai. Poussons loin les questions de contenu, notre bataille contre le coût du capital, pour renforcer les revendications progressistes qui ont d'ores et déjà émergées du débat créé par les gilets jaunes et appelons chacun à agir en responsabilité pour construire une alternative. Les communistes de Seine-Maritime y contribuent en mettant en place une votation citoyenne pour imposer la voix du peuple dans le débat national, et le rétablissement de l'ISF. Le meeting « la Normandie en colère » avec Fabien Roussel, notre secrétaire national, et nos 4 parlementaires normands, sera un temps fort de cette campagne, jeudi 7 février à 18 h 30 au Parc des expos de Rouen.

Aurélien Lecacheur

secrétaire départemental de Seine-Maritime, membre du Conseil national



Somme

Assemblée des vœux et remise de diplômes aux vétérans



Ce dimanche 28 janvier 2019, la fédération de la Somme du PCF tenait sa traditionnelle assemblée des vœux. L'occasion de faire le tour de l'actualité politique, économique et sociale ; de parler des campagnes à venir ; d'appeler au soutien pour l'Humanité... L'occasion, surtout, de mettre à l'honneur plus de 60 camarades du département totalisant chacun plus de 40 années de présence au Parti (dont Roger Quiquempois)

Subvertir le grand débat national et faire échec à E. Macron

Au cœur de la tourmente actuelle, il y a une crise de la démocratie. Les Français·e-s veulent pouvoir décider. Le système politique et le fonctionnement de la République sont mis en cause. La crédibilité du pouvoir politique est atteinte. Nous agissons pour que cette exigence débouche sur une démocratisation de l'État, des entreprises et des banques, pour des pouvoirs nouveaux des citoyen-ne-s, des salarié-e-s, des élu-e-s à tous les niveaux, contre le présidentielisme, la toute-puissance des actionnaires. Nous voulons une VI^e République. Le Conseil national met en place une commission chargée d'actualiser, en lien avec nos parlementaires, nos propositions de VI^e République d'ici le 15 mars, notamment en vue des réformes constitutionnelles envisagées par Emmanuel Macron. En décidant le grand

débat national, le président de la République cherche à cadrer, à orienter l'opinion populaire. Il espère pouvoir en maîtriser à son profit les conclusions. Il est en campagne électorale. Empêchons-le d'arriver à ses fins. Déjà, 75 % des Français·e-s pensent que le gouvernement ne traduira ce débat en mesures concrètes. Mais l'appétit de débat et la volonté de ne pas se faire voler la parole sont bien là. Le Conseil national appelle les communistes à investir avec audace et créativité le débat populaire national, dans et hors du débat officiel, en bousculant les cadres préétablis, en refusant que soient écartées les questions majeures des Français. Nous ferons tout pour que la voix des citoyen-ne-s ne soit pas étouffée par le gouvernement, ni instrumentalisée par des forces d'extrême droite qui rêvent de faire grandir leurs idées nauséabondes. Les priorités des Françaises et des Français doivent rester au cœur du débat, et ces priorités ce sont le pouvoir d'achat, la lutte contre l'évasion fiscale, la justice sociale, l'égalité des territoires, le développement des services publics, de nouveaux droits pour décider, la liberté de manifester sans se faire blesser. Nous mettrons pour cela sur la table nos propositions pour la hausse des salaires et la justice fiscale, pour s'attaquer au coût du capital et à ses prélèvements (dividendes, intérêts bancaires) pour une autre utilisation des richesses, pour l'égalité femmes-hommes, pour les services publics et l'égalité des territoires, pour la démocratisation de la République.

Nous appelons les communistes à aller à la rencontre de nos concitoyen-ne-s, à participer aux débats organisés par divers acteurs, actrices: syndicalistes, monde économique, associations, élu-e-s, citoyen-ne-s, etc., à organiser nous-mêmes des rencontres, à en co-organiser avec des organisations progressistes, à ouvrir des permanences dans nos locaux, à faire remplir des cahiers d'espoir, pour que les gens puissent s'exprimer sans tabou, à en faire la synthèse. Nous agissons pour que les idées émises se traduisent en actes, en propositions de lois. Nous agissons pour que ces mouvements collectifs obtiennent des résultats et des succès.

(Extrait de la résolution du CN du 26 janvier)



Le PCF appelle à s'engager pour que vive l'Humanité

Réunis en Conseil national ce samedi, les communistes ont voté une résolution en soutien au journal *l'Humanité*. Il appelle à la mobilisation pour que vive la presse, pour que vive et se développe *l'Humanité*.

À plusieurs reprises, *l'Humanité*, par la voix de son directeur Patrick Le Hyaric, a alerté sur la gravité des difficultés financières qu'affronte le groupe de presse. Tous les journaux connaissent de sérieux problèmes financiers. La plupart d'entre eux peuvent combler leur déficit parce qu'ils sont adossés à de grands groupes industriels et financiers, au prix d'une concentration de la presse et des médias entre quelques mains.

l'Humanité, composante historique du pluralisme de la presse française et des combats progressistes, ne peut compter que sur l'engagement de ses équipes, le militantisme, ses lectrices et lecteurs, ses amis, les diffuseurs de *l'Humanité Dimanche*. Elle est toujours discriminée en matière de communication publicitaire et, depuis la fin de l'année 2015, un million d'euros de crédits de l'État, au titre de quotidien à faibles ressources publicitaires, lui ont été ôtés, accroissant d'autant ses difficultés financières. Trop peu de forces politiques, sociales ou associatives réclament des pouvoirs publics qu'ils garantissent les conditions d'un réel pluralisme de la presse, pourtant inscrit dans la Constitution française. Il y va des conditions de l'information et du débat d'idées dans notre pays.

Qu'il s'agisse des luttes sociales, de celles pour la préservation de la planète, des confrontations politiques et culturelles nécessaires en démocratie, de la solidarité internationale et de la paix, dans tous ces domaines, *l'Humanité* joue un rôle original et utile. Tout commande de le revaloriser. Quand les médias rencontrent une telle crise de confiance, l'engagement de *l'Humanité* aux côtés des milieux populaires, des « invisibles », des penseurs qui contestent le système constitue un atout pour le journalisme et un atout précieux pour la démocratie.

C'est pourquoi, le Conseil national du Parti communiste français appelle à un large engagement pour répondre à la campagne d'abonnements de découverte et de parrainage que lance *l'Humanité*. Des milliers de personnes autour de nous sont susceptibles d'être intéressées par la découverte et la lecture de *l'Humanité Dimanche* et de *l'Humanité*. Il invite les élus progressistes et républicains à faire une juste place à *l'Humanité*, parmi les bouquets de presse dans les médiathèques et bibliothèques des centres de documentation des lycées et collèges, les lieux d'accueil au public des collectivités territoriales.

Le Conseil national du Parti communiste français appelle également à assurer le succès de la soirée de mobilisation et de solidarité pour *l'Humanité*, le vendredi 22 février à la salle « La Bellevilloise » à Paris.

Résolution du Conseil national du PCF

— ÉLECTIONS —

LISTE AUX EUROPÉENNES

1. Ian BROSSAT (38 ans)

Professeur de français.

2. Marie-Hélène BOURLARD (61 ans)

Ouvrière textile

3. Patrick LE HYARIC (61 ans)

Directeur du journal l'Humanité

4. Marie-Pierre VIEU (51 ans)

Éditrice

5. Mamoudou BASSOUM (35 ans)

Ingénieur

6. Julie PONTALBA (40 ans)

Enseignante

7. Antony GONÇALVES (47 ans)

Cancérologue

8. Maryam MADJIDI (38 ans)

Prix Goncourt du premier roman

9. Arthur HAY (28 ans)

Livreur (Deliveroo)

10. Barbara FILHOL (45 ans)

Aide-soignante

11. Franck SAILLOT

Ouvrier de la papeterie Arjowiggins

13. Michel JALLAMION (44 ans)

Président de la Convergence nationale des services publics

14. Sophia HOCINI

Salariée de l'économie sociale et solidaire

15. Stanislas BAUGE

Chauffeur routier

16. Manuela DONA (48 ans)

Douanière

17. Michel BRANCHI

Économiste

18. Elina DUMONT (50 ans)

SDF pendant 15 ans

19. Benjamin AMAR (42 ans)

Professeur d'histoire-géographie

20. Sarah CHAUSSY

Paysanne

21. Loïc PEN

Médecin

22. Christine MEQUIGNON

Cheminote

23. Pascal PONTAC

Grutier

24. Michèle PICARD (51 ans)

Décoratrice d'intérieur

25. Ralph BLINDAUER

Avocat

26. Anne-Laure PEREZ

Maire-adjointe

27. Franck MEROUZE

Salarié de la grande distribution

28. Marianne JOURNIAC

Infirmière

29. Belaïde BEDREDDINE

Vice-Président du Conseil Départemental 93

30. Amandine MIGUEL

Ancienne porte-parole nationale de l'inter-LGBT

31. Nacim BARDI

Ouvrier métallurgiste

32. Cinderella BERNARD

Militante associative

33. Jean Luc BOU

Enseignant

34. Isabelle LIRON

Salariée à Pôle emploi

35. Dominique PANI

Employé dans le secteur de l'énergie

36. Hulliya TURAN

Assistante sociale

37. Khaled BOUCHAJRA

Employé chez Amazon

38. Katja KRÜGER (43 ans)

Comédienne franco-allemande

39. Pierre LACAZE (53 ans)

Infirmier

40. Aïcha DABALE

Militante féministe

41. Jean MOUZAT

Agriculteur, Président du ModF

42. Delphine PIETU (48 ans)

Directrice d'école primaire

43. Denis LANOY

Metteur en scène de théâtre

44. Charlotte BLANDIOT-FARIDE (37 ans)

Maire de Mitry-Mory

45. Arnaud PETIT

Ouvrier métallurgiste

46. Virginie NEUMAYER (44 ans)

Technicienne EDF

47. Aurélien GALL (36 ans)

Représentant des salariés de l'agriculture

48. Patricia TEJAS

Agent administratif des impôts

49. Aurélien ARAMINI

Professeur de philosophie

50. Sandrine MACIGNO

Travailleuse de l'État

51. Cyrille BONNEFOY

Infirmier

52. Émilie LECROQ (37 ans)

Militante de l'éducation populaire

53. Emmanuel TRIGO (44 ans)

Enseignant

54. Cathy APOURCEAU POLY

Attachée territoriale

55. Michel STEFANI

Conseiller à l'assemblée de Corse

57. Youssef BENAMAR

Éducateur spécialisé

58. Christelle DUMONT

Infirmière

59. Sébastien NUGOU

Cheminot

60. Laetitia MAURE

Aide à domicile

61. David BLAISE

Ouvrier métallurgiste

62. Lamyra KIROUANI

Fonctionnaire territoriale

63. Aurélien CRIFO (37 ans)

Auteur et interprète. Gilet jaune.

64. Maryline LUCAS

Maire de Guesnain

65. Yves DEVEDEC

Salarié Airbus

66. Mina IDIR (43 ans)

Responsable d'exploitation

67. Glenn LE SAOUT (20 ans)

Étudiant

68. Geneviève DE GOUVEIA (56 ans)

Militante au Secours Populaire

69. Alain PAGANO

Enseignant chercheur

70. Sandra BLAISE (45 ans)

Formatrice. Syndicaliste

71. Edmond BAUDOIN (76 ans)

Dessinateur de BD et écrivain

72. Ghislaine NOIRAULT

Ouvrière retraitée

73. Florian MONTEIL

Ingénieur agronome

74. Nathalie FABRE (45 ans)

Présidente d'un club de rugby

75. Frédéric BOULANGER

Psychiatre

76. Cécile CUKIERMAN (42 ans)

Professeure d'histoire-géographie

77. Gilbert Garrel

Cheminot syndicaliste

78. Odette NILÈS (94 ans)

Grande résistance française

79. André CHASSAIGNE (68 ans)

Directeur de collège

voir présentation complète sur le lien suivant

http://www.pcf.fr/pour_une_europe_des_gens_et_pas_celle_de_l_argent_jan19

Venezuela

Face aux violations du droit international, privilégier la voix du dialogue et de la paix

Dans un Venezuela au cœur de la stratégie néo-impérialiste de l'administration Trump en Amérique latine, s'affrontent les questions de légalité et de légitimité dans les différentes mobilisations populaires.

Alors que les forces progressistes arrivées au pouvoir dans de nombreux pays latino-américains n'ont eu de cesse à résoudre les problèmes de pauvreté, d'inégalités, de reconquête et préservation des souverainetés nationales en œuvrant à des types de coopération nouveaux face aux États-Unis, une réalité s'impose : la détérioration économique/sociale issue d'une crise due en partie à des erreurs stratégiques d'un pouvoir vénézuélien qui, au-delà de privilégier la seule richesse du pétrole, n'a su sortir la maîtrise économique des mains d'une bourgeoisie oligarque. Aubaine pour les spéculateurs de tout genre en quête de renverser un pouvoir bolivarien qui s'est fragilisé en affaiblissant les capacités productives, accélérant sa dépendance sur des produits de première nécessité, qui leur a donné prise pour organiser pénurie, corruption, marchés parallèles, immigration.

C'est sur ces braises que l'opposant Guaido a imposé son coup de force en s'autoproclamant « président légitime ». Offensive couplée d'une ingérence et bataille idéologique extérieure hors norme s'attaquant à la souveraineté populaire, menaçant la paix intérieure du Venezuela, mais également régionale au regard des évolutions au Brésil et en Colombie. Un facteur unit encore une grande partie de la population, y compris de l'opposition qui ne veulent ni d'une guerre civile, ni d'une intervention étrangère : celui du respect de la souveraineté nationale face à des EE UU qui veulent rayer l'idée de nation et remettre en cause l'unité terri-

toriale du pays. L'armée, pour laquelle Guaido et Trump appellent à lâcher Maduro leur promettant l'amnistie, pour sûr jouera un rôle déterminant dans la crise actuelle où des affrontements massifs sont à craindre. Le blocus économique décidé par Trump - qui n'en est plus à soutenir un coup d'État mais à l'organiser - dans sa mise en garde dernièrement contre l'impact négatif de mesures coercitives unilatérales, Idriss Jazairy, rapporteur spécial de l'ONU, a déclaré « *n'est pas la réponse à la situation politique du Venezuela* », en rajoutant : « *L'utilisation de sanctions de la part de pouvoirs extérieurs pour renverser un gouvernement élu est en violation de toutes les normes du droit international* » et « *l'urgente nécessité pour tous les acteurs concernés de participer à un dialogue politique inclusif et crédible pour aborder la longue crise que traverse le pays, dans le plein respect de l'État de droit et des droits humains* ».

En ce sens, la reconnaissance de Guaido comme président légitime par les EE UU et certains membres de la communauté internationale, dont la France, contribuent à mettre de l'huile sur le feu. Des voix montent pour la paix : sur 33 pays latinos, seulement 14 reconnaissent Guaido comme président légitime, le Mexique et l'Uruguay ont proposé leur médiation pour aller vers un accord politique de sortie de crise ; une main tendue à laquelle Maduro a répondu positivement tout en proposant de nouvelles législatives sur la base d'un réel débat politique en réponse à l'ultimatum européen. 120 universitaires et intellectuels latino-américains et européens viennent de signer un appel international pour aller vers une solution négociée. C'est le sens du blocage imposé à la requête des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU par la Russie, la Chine et Cuba, entre-autres dernièrement.

C'est également la voix particulière du PCF qui n'en reste pas à afficher une solidarité de principe avec le gouvernement et Maduro sur la seule base que leur politique proclame la poursuite de la révolution bolivarienne ou parce qu'ils sont dans le viseur de Donald Trump ; mais qui en appelant à favoriser le dialogue prend position sur les faits à l'aune des idées politiques qu'il défend : l'émancipation humaine et sociale, les droits et libertés humaines et politiques, la défense des souverainetés populaire et nationale, la lutte contre les intérêts privés, la criminalité



en col blanc, et la captation des richesses nationales par les multinationales et le secteur privé, de même que l'intégrité des territoires ; le rejet des ingérences militaires et politiques, et de la déstabilisation par la violence qui est la tactique choisie par certains secteurs de l'opposition à Maduro.

Réunir les protagonistes de ce conflit autour d'une table pour une négociation serait une issue pacifique, préférable pour les Vénézuéliens qui souffrent considérablement.

Laurent Péréa
membre du Conseil national du PCF
responsable adjoint de Relations internationales
en charge Amérique latine



Lydia Samarbakhsh (PCF), Berivan Firat lors d'une rencontre avec Leila Mustafa, maire de Raqqa, (Rojava).

alain ruscio
les communistes et l'Algérie
des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962

INVITATION

LES ARCHIVES DU PCF

à l'occasion de la parution du livre
Les Communistes et l'Algérie
 de l'historien Alain Ruscio

DÉBAT AVEC

Sadek Hadjoräs
 secrétaire du Parti communiste algérien pendant la guerre d'indépendance

Éloïse Draure
 historienne, doctorante à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté
 secrétaire de rédaction et coordinatrice du dossier *Communisme algérien*
 Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique, n°140, 2019

Alain Ruscio
 historien, auteur de *Les Communistes et l'Algérie*, *La Découverte*, 2019

animation : **Guillaume Roubaud-Duashie**
 responsable du secteur Archives du PCF

MERCREDI 13 FÉVRIER 2019 - 19H
 siège national du PCF
 2 place du Colonel-Fabien Paris 19^e

avec la participation de **HISTOIRE**
 revue d'histoire critique

Renationaliser les autoroutes

Le 7 mars prochain, le groupe CRCE (communiste, républicain, citoyen et écologiste) soumettra au vote du Sénat deux propositions de loi : l'une pour interdire l'utilisation des lanceurs de balle de défense (LDB – anciennement flashballs) dans le cadre du maintien de l'ordre ; l'autre pour renationaliser les autoroutes. Le sujet de ce second texte a ressurgi dans le débat public dès les premières semaines de mobilisations des gilets jaunes. L'annonce d'une nouvelle hausse du prix des péages a cristallisé un mécontentement populaire tout à fait justifié. Il faut rappeler ici que c'est en 2006 que l'État, tout en restant propriétaire, a concédé à des groupes privés la gestion du réseau autoroutier pour la somme des 14,8 milliards d'euros, en sachant pertinemment que cela rapporterait de l'argent, beaucoup d'argent aux concessionnaires. D'ailleurs, s'il n'avait pas privatisé les autoroutes, l'État aurait encaissé plus de recettes que les 14,8 milliards d'euros de leur vente. Aujourd'hui 18 sociétés gèrent le réseau, parmi lesquelles des nouvelles qui ne sont pas encore bénéficiaires et des « historiques » parmi lesquels Vinci avec ses filiales mais aussi Eiffage, Sanef...

Ces « historiques » sont florissantes, d'autant qu'elles n'hésitent pas à faire appel à leurs propres filiales pour réaliser des travaux sur les tronçons autoroutiers. Les dividendes versés à leurs actionnaires sont édifiants : 1,3 milliard en 2014 ; 3,3 en 2015, 4,7 en 2016 et 1,7 annoncé pour 2017. Pourtant, la plupart d'entre elles sont endettées. Mais, comme le précise l'ARAFER (Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières), « *cette dette est pratiquement soutenable et gérée dans l'intérêt des actionnaires auxquels sont versés des dividendes considérables* ».

Il s'agit donc bien d'un choix : privilégier le versement des dividendes et s'endetter pour investir... sur le dos des automobilistes. L'intérêt général est ici bafoué et les usagers considérés comme de simples réservoirs à dividendes.



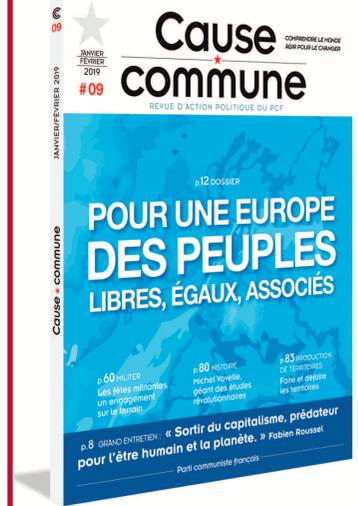
L'État (propriétaire du réseau) est incapable de défendre ses intérêts et l'intérêt général. De mauvais choix en plan de relance défavorable aux intérêts publics, il s'est livré aux mains des intérêts commerciaux privés. Ainsi, toute disposition qui pourrait changer les termes des contrats passés avec les concessionnaires doit donner lieu à compensation.

Pour sortir de cette impuissance et en finir avec le détournement par les concessionnaires de l'argent public aux profits des actionnaires, nous proposons une solution : la renationalisation des autoroutes. Au nom de l'intérêt général, l'État peut racheter les contrats de concession. Certes cette opération est estimée entre 28 milliards et 50 milliards. Mais, comme le proposait une mission d'information parlementaire en 2004, l'État pourrait emprunter et cet emprunt serait remboursé non pas par l'impôt mais par le

péage. C'est cette voie dans laquelle s'est, par exemple, engagée l'Espagne en annonçant la renationalisation de 500 kilomètres de tronçons qui vont ainsi repasser sous maîtrise publique.

Cette proposition rejoint des revendications exposées par les gilets jaunes aujourd'hui mais également par nombre d'associations d'automobilistes et d'élus et ce depuis des années. Notre proposition de loi, que nous avons déjà déposée en 2014 mais qui n'avait pas été adoptée par le Sénat, s'inscrit pleinement dans ces exigences.

Eliane Assassi
présidente du CRCE



Le n° 9 de la revue
Cause commune
vient de paraître

SOUSCRIPTION

Je verse : €

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien
75167 Paris Cedex 19

Si vous êtes imposable
vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

Publication du PCF
sous
Creative Commons BY-NC-SA

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19° Comité de rédaction : Jacques Chaballier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbaksh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)